

reconnaissance de l'occupation de l'Égypte; b) la médiation du Directoire dans le conflit armé entre la Porte et Pasvanoglu. Au cas où le gouvernement ottoman rejetterait ces propositions, la France aurait à changer sa politique, en soutenant effectivement Pasvanoglu « pour le conduire à Constantinople et l'y faire monter sur le trône ottoman. Cette révolution tromperait l'ambition de la Russie et ferait régner sur les ottomans une nouvelle dynastie, qui serait entièrement dévouée à la France »¹. En échange du soutien accordé à Pasvanoglu, le Directoire espérait obtenir de celui-ci l'Égypte, Chypre, Rhodes, Candie et un traité préférentiel de commerce. « Pasvanoglu acceptera ces conditions. Il se trouve dans une situation qui l'oblige à ne pas s'arrêter à mi-chemin ». . . « Il n'y existe pas que par des contributions en nature qu'il arrache des contrées environnantes, ce qui cause des mécontentements »². Pour lui venir en aide on proposait d'augmenter les fonds attribués au Ministère des Affaires étrangères de trente millions de francs, dont vingt millions seraient versés à Pasvanoglu aussitôt qu'on sera tombé d'accord avec lui. A cette fin on recommandait l'envoi à Vidin de Carra St. Cyr, celui-ci ayant été en correspondance avec Pasvanoglu³.

Comme on le sait, Descorches ne partit plus pour Constantinople, la Porte ayant déclaré la guerre à la France. Le Directoire ne renonça pas pour cela à ses plans. Le brouillon d'une lettre, datée du 31 janvier 1799, adressée à Pasvanoglu par le Ministère français des Affaires étrangères demandait à celui-ci d'avoir toute confiance en Mengán, son envoyé spécial. Mengán avait la mission de porter à la connaissance du chef des rebelles « les dispositions constantes de la République Française envers ceux qu'elle aime à compter au premier rang de ses plus chers amis »⁴. L'apposition d'une apostille d'approbation et de quatre signatures, prouve que cette pièce a parcouru toute la filière des organes d'État compétents. Nous ignorons dans quelle mesure le projet d'aide financière à Pasvanoglu a été réalisé. Ce qui est certain c'est qu'à l'époque on parlait beaucoup des subsides accordés par la France à Pasvanoglu. G. T. Kochler, nommé à l'ambassade d'Angleterre de Constantinople, en traversant les Principautés en février — mars 1799, apprenait que « Pasvanoglu a toujours eu beaucoup d'argent que l'on croit être de provenance française; l'argent est monnayé en ducats de Venise, mais l'on ignore par quelle voie il les a reçus »⁵. Herbert Rathkeal a maintes fois attiré l'attention du cabinet de Vienne « sur le tripotage secret entre les Français et Pasvanoglu » et a demandé qu'on vérifie la déposition de Jean Schwartz, qui affirmait que le 14 avril 1799 six chevaux chargés d'or et conduits par un secrétaire français étaient entrés à Vidin⁶. Lors même que ces informations ne seraient pas fondées il est avéré que l'expédition de Bonaparte en Égypte a mis fin, en fait, à la campagne contre Vidin. En commentant dans un rapport l'opinion des milieux gouvernementaux ottomans, Herbert Rathkeal montre

¹ L. I. POPOV, *op. cit.*, p. 144—145 (en français dans le texte).

² *Ibidem*, p. 146 (en français dans le texte).

³ HURMUZAKI, *Suppl.*, I², p. 195.

⁴ L. I. POPOV, *op. cit.*, p. 147 (en français dans le texte).

⁵ HURMUZAKI, *Documente engleze*, I^{er} vol., Bibliothèque de l'Académie de la R.P.R., rapport du 21 février 1799.

⁶ L. I. POPOV, *op. cit.*, p. 60.